

**Situation transfrontalière de l’Outaouais et de l’Est ontarien :
impacts et opportunités**

**Le territoire transfrontalier : lieu
stratégique et pôle majeur d’attraction des
immigrants**



Observatoire
du développement
de l’Outaouais

Avec la participation financière de :

Québec 

Pour citer ce document :

Doucet, Chantale (2021). **Le territoire transfrontalier : lieu stratégique et pôle majeur d’attraction des immigrants.** Dans C. Doucet (dir.), *Situation transfrontalière de l’Outaouais et de l’Est ontarien : impacts et opportunités*, Observatoire du développement de l’Outaouais, <https://odooutaouais.ca/projets-majeurs/situation-frontalieres-de-loutaouais/>

Table des matières

1.	Introduction : Les immigrants en contexte transfrontalier	3
2.	Le territoire transfrontalier : une position stratégique et attractive	3
3.	Le profil des immigrants dans la RMR Ottawa-Gatineau	7
4.	Des structures et pratiques de gouvernance en matière d'immigration différente pour chaque province	9
4.1	Les politiques en immigration au Québec et en Ontario	9
4.2	Attraction d'Ottawa sur les immigrants	11
4.3	Des services aux immigrants limités par province	12
4.4	Les services linguistiques, la francisation et le bilinguisme	13
4.5	Reconnaissance des titres	14
5.	Des initiatives pour accentuer les collaborations et améliorer les services de part et d'autre de la frontière	14
6.	Références	16



LE TERRITOIRE TRANSFRONTALIER : LIEU STRATÉGIQUE ET PÔLE MAJEUR D'ATTRACTION DES IMMIGRANTS

1. Introduction : Les immigrants en contexte transfrontalier

Les apports démographique, économique et social de l'immigration internationale sont bien connus (Turcotte, 2010). L'immigration permet de faire face à la décroissance démographique et au vieillissement qui affectent la population québécoise et ontarienne. Facteur de développement économique, l'immigration renforce également le capital économique, augmente le bassin de consommateurs, répartit le poids des finances publiques sur une plus large partie de la population et contribue à remédier à l'enjeu de rareté de main-d'œuvre.

Dans cette partie, nous traçons d'abord un profil général des immigrants sur le territoire transfrontalier en comparant la situation de l'Outaouais et de l'Est ontarien. Nous présentons par la suite de façon succincte les politiques provinciales qui régissent l'immigration et qui font office de frontière entre Gatineau et Ottawa, ce qui met la table pour expliquer les enjeux transfrontaliers en lien avec l'immigration sur le territoire transfrontalier.

2. Le territoire transfrontalier : une position stratégique et attractive

Le territoire transfrontalier a une position stratégique, car il est situé entre les deux plus grandes villes du Canada, soit Toronto et Montréal, qui sont deux grands pôles d'immigration. Le territoire transfrontalier compte 267 185 immigrants en 2016, soit 16,9 % de la population. Sur l'ensemble du territoire transfrontalier, 86 % de la population immigrante vivent du côté ontarien, comparativement à 14 % en Outaouais.

Même s'il y a une différence notable entre la proportion d'immigrants dans la population totale en Outaouais (9,7 %) et dans l'Est ontarien (23,2 %), les deux territoires partagent plusieurs similitudes. Dans les deux cas, cette proportion d'immigrants dans la population en 2016 est moins importante que leur province respective (11,5 % au Québec et 28,3 % en Ontario). Ces moyennes provinciales élevées s'expliquent par une concentration des immigrants à Montréal et Toronto. En effet, la RMR de Montréal (4 009 790 hab.; 2^e rang au Canada) ville multiculturelle, constitue une destination prisée par les immigrants, car on y retrouve le plus important bassin d'emploi au Québec, plusieurs communautés



culturelles y sont déjà établies et de nombreux services d'accueil sont disponibles. Au Québec, 59 % des nouveaux immigrants s'établissent à Montréal et ils forment 34 % de la population de la métropole (ODO, 2020).

Ce phénomène est encore plus marqué en Ontario. En fait, en 2018, sur les 321 049 immigrants qui sont arrivés au Canada, 42,8 % (137 436) ont choisi l'Ontario, suivi de loin par le Québec (15,9 %; 51 125 immigrants) (Verreault, Fortin et Gaudreault, 2020). La RMR de Toronto (5 862 855 hab.) est de loin, la destination la plus populaire au Canada pour les nouveaux immigrants, mais exerce également une force d'attraction importante chez les immigrants des autres villes qui avaient choisi au départ de s'installer ailleurs, notamment ceux d'Ottawa. Selon le recensement de 2016, les immigrants représentaient 46,1 % de la population de la RMR de Toronto.

Néanmoins, Ottawa tout comme Gatineau tirent bien leur épingle du jeu. En dehors de la région métropolitaine de Montréal (qui englobe Laval et Longueuil), c'est la région de Québec (Capitale-Nationale) suivi de l'Outaouais qui est choisi le plus souvent par les nouveaux immigrants après la région de Québec. Avec près d'un résident sur quatre qui est un immigrant, Ottawa se classe au cinquième rang des villes canadiennes comptant le plus grand nombre d'immigrants et au 2^e rang en Ontario.

Ainsi, 93,7 % des immigrants sur le territoire transfrontalier résident dans les deux grandes villes (Ottawa et Gatineau). On observe donc un enjeu similaire tant du côté de l'Ontario que du Québec à l'effet que les milieux ruraux ou en périphérie des zones urbaines attirent peu les immigrants. La carte 1 illustre la concentration des immigrants en milieux urbains. Ottawa se distingue ainsi que la municipalité de Deep river¹ dans le comté de Renfrew pour l'importance de sa population immigrante. Ensuite, Gatineau se distingue du côté de l'Outaouais². Les municipalités dont la population immigrante compose entre 5 et 10 % de leur population sont principalement situées en bordure d'Ottawa et, dans d'une moindre mesure, de Gatineau. Finalement, la proportion d'immigrants s'atténue dans les municipalités qui sont davantage en périphérie. Néanmoins, du côté de l'Est ontarien, les comtés comptent entre 4 000 et 5 500 immigrants alors qu'en Outaouais, à part la MRC des Collines qui compte 2 090 immigrants, les 3 autres MRC rurales ont moins de 500 (voir le tableau 1).

¹ Sur 4 109 habitants, Deep river compte 760 immigrants, principalement en provenance de l'Europe (surtout du Royaume-Unis) et d'Asie (surtout de Chine).

² La municipalité d'Alleyne-et-Cawood dans la MRC Vallée-de-la-Gatineau compte 172 habitants dont 20 immigrants majoritairement arrivés avant 1981.

Entre 2006 et 2016, la proportion d'immigrants dans la population totale du territoire transfrontalier a augmenté passant de 15,7 % à 16,9 %, avec un apport de 51 475 nouveaux immigrants. « La région de la Capitale nationale compte parmi les métropoles canadiennes qui a vu son pouvoir d'attraction sur l'immigration augmenter le plus au cours des dernières années » (Gilbert, 2009, p.3). À Ottawa, les immigrants sont la population qui connaît la plus forte croissance (Ville d'Ottawa, 2016). Bien que l'Est ontarien concentre une grande partie de ces nouveaux résidents, Gatineau se démarque avec une augmentation de son apport dans le territoire transfrontalier : en 2006, 9,6 % des immigrants sur le territoire transfrontalier résidaient à Gatineau alors que cette proportion est passée à 12,7 % en 2016 (voir tableau 1).

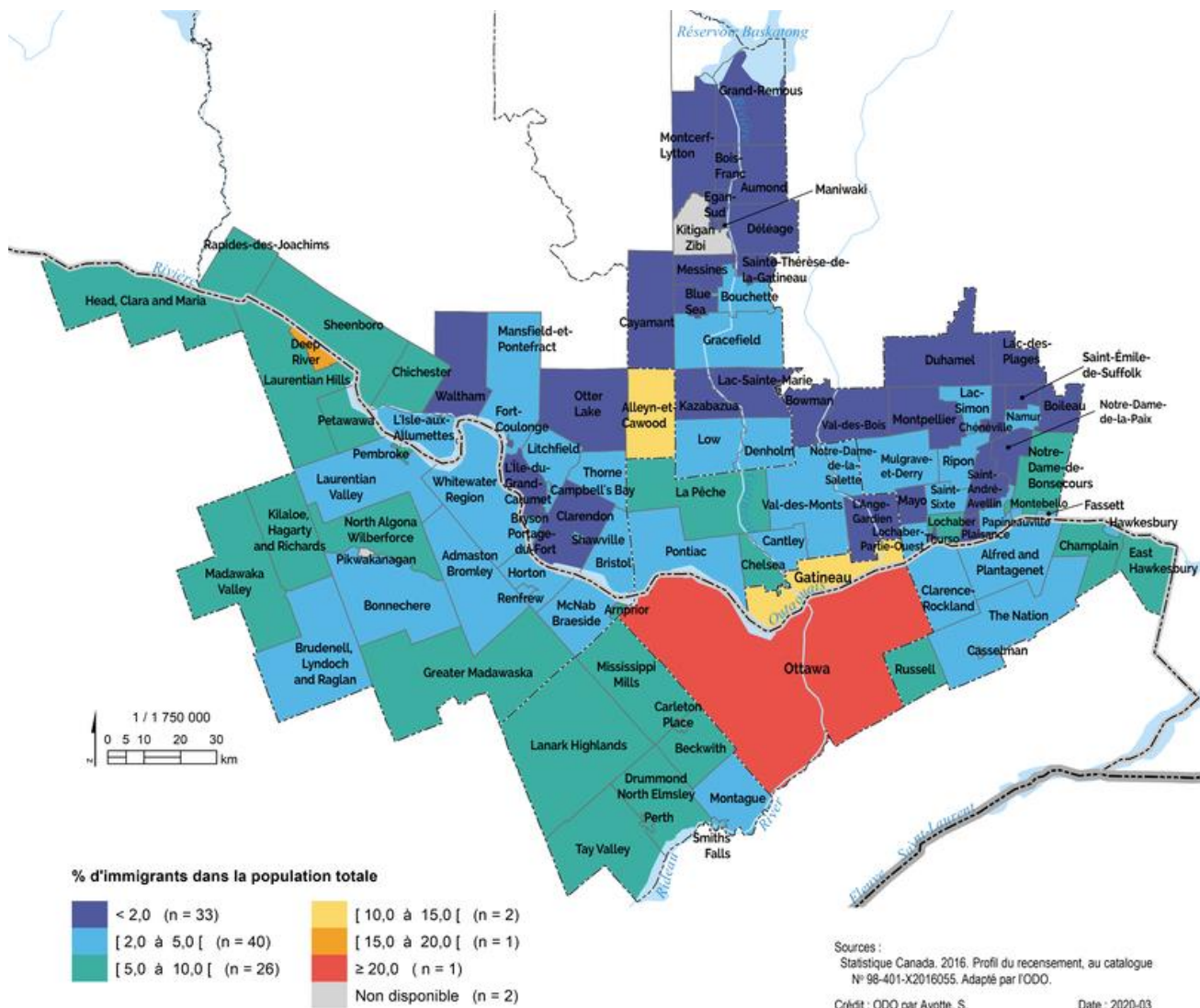
Tableau 1. Répartition des immigrants sur le territoire frontalier, 2006 et 2016

	2016			2006		
	Nombre d'immigrants	Proportion d'immigrants dans la population totale	Proportion dans le territoire transfrontalier	Nombre d'immigrants 2006	Proportion d'immigrants dans la population totale	Proportion dans le territoire transfrontalier
Territoire transfrontalier	267 185	16,9 %	100 %	215 710	15,7 %	100 %
Outaouais	37 035	9,7 %	13,9 %	23 630	7 %	11 %
Gatineau	33 860	12,3 %	12,7 %	20 780	8,7 %	9,6 %
La Vallée-de-la-Gatineau	305	1,5 %	0,1 %	270	1,3 %	0,1 %
Collines-de-l'Outaouais	2 090	4,3 %	0,8 %	1 925	4,6 %	0,9 %
Papineau	455	2 %	0,2 %	360	1,7 %	0,2 %
Pontiac	325	2,3 %	0,1 %	295	2 %	0,1 %
Est ontarien	230 150	19,3 %	86,1 %	192 080	18,5 %	89 %
Lanark	4 155	6 %	1,6 %	4 435	7,1 %	2,1 %
Ottawa	216 505	23,2 %	81 %	178 545	22,3 %	82,8 %
Prescott et Russell	4 030	4,5 %	1,5 %	3 265	4,1 %	1,5 %
Renfrew	5 460	5,3 %	2 %	5 835	6,1 %	2,7 %

Source : Recensement de Statistique Canada, 2006 et 2016



Carte 1. Pourcentage d'immigrants dans la population totale en 2016, municipalités sur le territoire transfrontalier



3. Le profil des immigrants dans la RMR Ottawa-Gatineau

L'analyse des données pour la RMR Ottawa-Gatineau (qui concentre 96 % des immigrants sur le territoire transfrontalier) nous permet de tracer le profil des immigrants sur le territoire transfrontalier. Parmi les immigrants, 14,8 % sont arrivés entre 2011 et 2016 (Statistique Canada, 2017). Parmi les immigrants admis après 1980, 46,2 % sont des immigrants économiques, 28,7 % sont parrainés par la famille et 24 % sont des réfugiés. L'importance des immigrants à Ottawa influence les données de la RMR Ottawa-Gatineau. Ainsi, les 10 principaux groupes d'immigrants selon leur provenance sont les mêmes dans l'ensemble de la RMR que dans la partie Ottawa (voir tableau 2). Les immigrants les plus nombreux sont en provenance de Chine, du Royaume-Uni, du Liban, de l'Inde et des États-Unis. Du côté de Gatineau, les communautés libanaises, françaises, haïtiennes, marocaines et colombiennes sont plus importantes.

Tableau 2. Principaux groupes d'immigrants selon leur provenance dans la RMR Ottawa-Gatineau, 2016

Rang	RMR Ottawa-Gatineau		RMR Ottawa		RMR Gatineau	
	Total immigrants	255 800	Total immigrants	219 705	Total immigrants	36 095
1	Chine	18 900	Chine	17 480	Liban	2 495
2	Royaume-Uni	17 230	Royaume-Uni	16 500	France	2 115
3	Liban	13 560	Liban	11 065	Haïti	2 075
4	Inde	10 685	Inde	10 560	Maroc	1 540
5	États-Unis	9 530	Philippines	8 920	Colombie	1 470
6	Philippines	9 305	États-Unis	8 555	Portugal	1 425
7	Haïti	8 515	Haïti	6 440	Chine	1 420
8	Viet Nam	5 980	Viet Nam	5 610	République démocratique du Congo	1 335
9	Italie	5 675	Italie	5 460	Algérie	1 195
10	Iran	4 900	Iran	4 405	États-Unis	975

Source : Recensement de Statistique Canada, 2016



Sur le territoire transfrontalier, la population immigrante est très jeune et très scolarisée. Par exemple, 91,9 % des immigrants récents admis entre 2007 et 2016 en Outaouais avaient moins de 45 ans, plus de 60 % étaient en âge de travailler (entre 25 et 64 ans), 59,1 % détenaient 14 années et plus de scolarité (MIDI, 2019 dans Gagnon, 2020). Parmi la population immigrée totale en Outaouais en 2016, 40,1 % détenaient un grade universitaire (baccalauréat ou plus) (Gagnon, 2020).

Près de la moitié des immigrants (46,6 %) sont bilingues dans la RMR Ottawa-Gatineau. Le territoire de Gatineau se démarque avec 71,4 % des immigrants qui parlent les deux langues comparativement à 38,4 % pour le territoire d'Ottawa. La proportion d'immigrants qui parle seulement le français dans la RMR est plus importante à Gatineau (20,4 %) qu'à Ottawa (1 %) alors que ceux qui parlent uniquement l'anglais sont majoritaires à Ottawa (59,2 %) et beaucoup moins nombreux à Gatineau (7,8 %). Rappelons également que parmi la population francophone qui vient s'installer à Ottawa, plusieurs sont des immigrants. « Le Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa affirme que, chaque année, plus de 1 000 nouveaux arrivants francophones au Canada choisissent de s'établir à Ottawa. Ottawa est maintenant l'une des villes canadiennes de taille moyenne les plus attirantes pour les immigrants francophones et bilingues » (Ville d'Ottawa, 2016a, p.7).

Tableau 3. Connaissance des langues officielles des immigrants³ dans la RMR Ottawa-Gatineau, 2016

	Français seulement	Français et anglais	Anglais seulement	Ni français ni anglais
RMR Ottawa-Gatineau	5,8 %	46,6 %	46,5 %	1,1 %
RMR Partie Ottawa	1,0 %	38,4 %	59,2 %	1,3 %
RMR Partie Gatineau	20,4 %	71,4 %	7,8 %	0,4 %

Source : Statistique Canada, Recensement de la population de 2016, produit numéro 98-400-X2016384 au catalogue de Statistique Canada.

³ Ayant un revenu

4. Des structures et pratiques de gouvernance en matière d'immigration différente pour chaque province

Au Canada, les responsabilités relatives à l'immigration sont partagées entre le fédéral et les provinces. Afin de déterminer les responsabilités en matière d'immigration en fonction des besoins et des priorités des provinces, des accords ont été signés entre le gouvernement fédéral et les Provinces. Le Québec a signé l'Accord Canada-Québec en 1991 et l'Ontario en 2005 (Veronis, 2013). Les responsabilités liées à l'immigration sont donc à géométrie variable selon les provinces. Le Québec a choisi d'être autonome notamment pour consolider la langue française et la culture francophone de la province alors qu'en Ontario, les politiques sont en continuum avec le gouvernement fédéral.

4.1 Les politiques en immigration au Québec et en Ontario

Le Québec a choisi d'exercer pleinement ses pouvoirs en matière d'immigration en détenant la responsabilité de la sélection de l'immigration économique et de l'intégration des nouveaux arrivants. Les immigrants sont sélectionnés selon certains critères, dont le niveau d'études, l'expérience dans une profession, les connaissances linguistiques, l'âge, l'offre d'emploi, etc. Ces critères permettent au Québec d'attirer un nombre important d'immigrants économiques (travailleurs qualifiés et gens d'affaires) et d'immigrants parrainés par la famille. Pour l'ensemble des provinces canadiennes, c'est le gouvernement fédéral qui s'occupe des demandes de statut de réfugié. La connaissance du français est également un critère important de sélection au Québec lié à la survie de la société francophone en Amérique (Simard, 1996). Le Québec souhaite ainsi valoriser la diversité tout en protégeant le caractère français de la province et de ses valeurs. Ces aspects sont gérés par le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion.

Dans les régions, le ministère offre les programmes aux nouveaux arrivants en partenariat avec divers organismes (Doucet, 2014). Depuis 1991, le gouvernement du Québec a adopté des orientations politiques de régionalisation de l'immigration afin d'encourager la population immigrante à s'installer dans les régions de façon durable. Le Service d'Intégration Travail Outaouais (SITO), un organisme qui assure l'intégration des immigrants par leur insertion en emploi et leur intégration socioéconomique et qui est reconnu comme un modèle à implanter à la grandeur du Québec, est le mandataire pour coordonner la stratégie de régionalisation en Outaouais.

Au Québec, les municipalités ne peuvent intervenir directement en ce qui a trait aux politiques encadrant l'immigration. Cependant, elles peuvent jouer un rôle actif pour attirer les personnes immigrantes à s'installer sur leur territoire et pour faciliter leur



participation aux activités économiques de la municipalité. Une proportion croissante des municipalités et de MRC s'implique dans l'adoption de mesures et de politiques d'intégration de l'immigration (Chiasson et Koji, 2011). En Outaouais, les municipalités et MRC appuient différents projets liés à l'accueil, l'intégration et la rétention des immigrants sur leur territoire. La ville de Gatineau est d'ailleurs parmi les municipalités proactives dans ce domaine au Québec et met en valeur, depuis plusieurs années déjà, la diversité culturelle sur son territoire en étant la première ville à adopter une politique en matière de diversité culturelle en 2008. Nous y reviendrons à la fin de cette section.

En Ontario, les politiques relatives à l'immigration relèvent du ministère des Affaires civiques et de l'Immigration. L'Ontario emboîte le pas au fédéral en adoptant aussi une approche multiculturelle. Alors qu'au Québec, l'établissement des immigrants reste dirigé principalement par l'État, la décentralisation des services est beaucoup plus importante en Ontario. « En Ontario, les gouvernements financent la majorité des programmes, mais ce sont une variété d'organismes qui fournissent les prestations de service. Autrement dit, les structures de gouvernance en Ontario correspondent à un appareil d'État fantôme (Wolch 1990) où le rôle de l'État se limite à la distribution des fonds (tout en maintenant imputabilité et responsabilité) avec des acteurs non étatiques responsables de la prestation de services » (traduction libre, Veronis, 2013, p.263).

Depuis les années 1990, les services aux immigrants sont donc offerts par une demi-douzaine d'organisations à Ottawa qui ont développé une diversité de partenariats et de collaborations avec un réseau consolidé de services aux immigrants. « Ce réseau étroitement tissé, mais diversifié a joué un rôle important et facilité la coordination des services et des références, assurant ainsi un service efficace et efficient en évitant les doubles emplois » (traduction libre, Veronis, 2013, p.264). Par exemple, le Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa (PLIO) est une initiative multisectorielle regroupant 60 organismes locaux qui travaillent ensemble sur une vision partagée et des priorités communes conçues pour renforcer les capacités locales permettant d'attirer, d'établir et d'intégrer les immigrants dans cinq secteurs (éducation; intégration économique; santé et bien-être; langues; intégration sociale et civique) (PLIO, 2020).

Dans une recherche de Luisa Veronis (2013)⁴ qui compare les pratiques de gouvernance associées aux services offerts aux immigrants à Ottawa-Gatineau, la chercheuse de l'Université d'Ottawa explique que les participants « des deux côtés de la frontière ont convenu que le service offert à Ottawa est mieux développé qu'à Gatineau et répond

⁴ Luisa Veronis a mené plusieurs recherches qui ont permis de mieux comprendre divers enjeux sur le territoire transfrontalier. Voir la bibliographie pour repérer ses études.

mieux aux besoins des immigrants » (p.264). Rappelons toutefois que le nombre d'immigrants à Ottawa (215 505) est six fois plus élevé qu'à Gatineau (33 860), ce qui explique en partie que les services soient plus développés dans la partie ontarienne du territoire transfrontalier.

En somme, malgré le fait que Gatineau et Ottawa constituent une région métropolitaine de recensement (RMR), chaque province a des structures et pratiques de gouvernance et des services différents pour les immigrants. La frontière interprovinciale agit comme un mécanisme d'exclusion puisque les immigrants vivants en Ontario n'ont pas accès aux services de l'Outaouais et vice versa (Veronis, 2013). Cette situation engendre plusieurs enjeux que nous décrivons brièvement dans la prochaine partie.

4.2 Attraction d'Ottawa sur les immigrants

Avec son statut de capitale nationale, son pôle économique majeur et l'importance de sa communauté immigrante, Ottawa exerce un pouvoir d'attraction important. Située à proximité, la Ville de Gatineau bénéficie de ce pouvoir d'attraction (Ville de Gatineau, 2015). Quant à la province de l'Ontario, elle souhaite attirer davantage d'immigrants francophones. À cet égard, la proximité de l'Outaouais avec l'importance de sa culture francophone est également un atout pour l'Est ontarien. « Ottawa a déjà montré qu'elle était en position stratégique pour attirer de nouveaux immigrants francophones en raison de sa nature bilingue et de sa proximité avec Gatineau au Québec » (Ville d'Ottawa, 2016, p.12).

La proximité d'Ottawa constitue également un défi puisqu'elle exerce une forte attraction sur les immigrants de l'Outaouais et du Québec. « La très grande majorité des immigrants qui s'installent dans la RMR d'Ottawa-Gatineau choisissent de vivre du côté ontarien. En 2016, c'était le cas de près de 86 % des nouveaux immigrants » (Gagnon, 2020). La forte présence de communautés culturelles dans la capitale canadienne est un facteur d'attraction pour les nouveaux arrivants dans la région, et ce même s'ils sont francophones. Selon un rapport de l'Association d'études canadiennes basé sur l'Enquête nationale auprès des ménages de Statistique Canada, près de 60 % des immigrants ayant le français comme langue maternelle ont opté pour Ottawa lorsqu'ils se sont installés dans la région de la capitale nationale entre 2001 et 2011 (Dufault, 2013). En outre, le bilinguisme du territoire transfrontalier est l'un des atouts relatés par les immigrants pour expliquer leur choix de résidence. «Toutefois, explique la Ville de Gatineau, cela représente un défi pour assurer la rétention de nos citoyens, car les immigrants parlant le français doivent maîtriser l'anglais pour accéder à une majorité de postes existants dans la région. Certains vont choisir de résider à Ottawa afin qu'eux et leurs enfants

développent une excellente maîtrise de l'anglais comme c'est, de loin, la langue la plus utilisée à Ottawa » (Ville de Gatineau, 2016a, p.8). Ajoutons que la région de l'Outaouais reste également méconnue par rapport à Ottawa.

4.3 Des services aux immigrants limités par province

Par ailleurs, le Gouvernement fédéral offre des services en ligne et en présentiel pour les nouveaux immigrants pour les aider à s'établir au Canada.⁵ Puisque ce service ne s'adresse pas aux immigrantes qui veulent s'installer au Québec et que des organismes d'Ottawa font partie de ce programme du Fédéral, plusieurs immigrants vont choisir Ottawa sans connaître l'Outaouais et Gatineau. « Le manque d'arrimage entre la politique fédérale et québécoise empêche des organismes à Gatineau de pouvoir attirer plus des personnes immigrantes dans notre région » explique Roxana Merello, directrice du Service d'Intégration Travail Outaouais (SITO).

La division du territoire transfrontalier entre les deux provinces est une particularité difficile à saisir pour les nouveaux arrivants, qui comprennent mal que les services ontariens ne peuvent desservir la clientèle du Québec, et vice versa (Veronis, 2013; Ville de Gatineau, 2016). Cette séparation dans les structures et la prestation de services engendre multiples défis. Les services à Ottawa reçoivent plusieurs demandes d'immigrants de Gatineau, auxquels ils ne peuvent répondre. Le même phénomène s'observe à Gatineau (Veronis, 2013). La méconnaissance entre les organisations et l'absence de collaboration de part et d'autre de la frontière fait en sorte qu'il est difficile pour elles d'orienter les immigrants vers les bons services dans leur province respective (Veronis, 2013).

Par ailleurs, les organisations qui offrent des services ne peuvent appuyer les regroupements ethnoculturels qui sont composés d'immigrants des deux côtés de la frontière. Dans un mémoire soumis à la commission des relations avec les citoyens sur le projet de loi no 77 sur l'immigration au Québec, la Ville de Gatineau (2016, p.6) souligne en effet que « les demandes d'appui aux projets venant d'organismes ethnoculturels que nous recevons visent souvent les citoyens des deux villes, car les communautés sont réparties sur les deux territoires ».

Dans le même ordre d'idées, les organisations qui offrent des services d'insertion en emploi doivent limiter le placement des travailleurs à la région. Or, sur le territoire

⁵ Pour en savoir plus, voir le lien suivant : <https://www.canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete/services/nouveaux-immigrants/nouvelle-vie-canada/service-avant-arrivee/preparer-vie.html>.

transfrontalier, plusieurs personnes résident d'un côté et travaillent de l'autre. Plusieurs emplois disponibles sont à Ottawa et dans les municipalités voisines et l'employeur principal, le gouvernement fédéral, est réparti entre Ottawa et Gatineau.

4.4 Les services linguistiques, la francisation et le bilinguisme

Parmi l'offre de services offerts aux immigrants, ceux liés à l'apprentissage d'une langue sont importants. Des programmes de francisation pour l'apprentissage de la langue française et l'adoption de la culture québécoise sont offerts en Outaouais pour les nouveaux arrivants. Or, plusieurs immigrants en Outaouais souhaitent aussi apprendre l'anglais pour augmenter leur employabilité. En effet, les immigrants qui ne maîtrisent pas cette deuxième langue sont pénalisés et ont plus de difficultés à accéder au marché du travail dans la région de la Capitale nationale, mais également en Outaouais (AFIO et SITO, 2007; SITO; Veronis, 2013).

En outre, les services de francisation sont offerts exclusivement aux nouveaux immigrants. Or, certains immigrants se sont d'abord établis à Ottawa ou dans une autre ville canadienne avant de choisir de s'installer en Outaouais. Cette population immigrante, issue d'une migration secondaire, « n'a pas accès aux services offerts par le MIDI (comme c'est le cas de ceux qui immigreront au Québec grâce au certificat de sélection du Québec) tels que la francisation ou la formation Objectif intégration. Elles n'ont pas non plus accès aux services offerts à Ottawa, car ils résident au Québec » (Ville de Gatineau, 2016, p.7).

Les enjeux sont similaires dans l'Est ontarien. En Ontario, les nouveaux immigrants peuvent accéder à des formations pour apprendre l'anglais ou le français. Or, en pratique, la disponibilité et la qualité des services en français sont moins grandes, ce qui incite les immigrants qui souhaitent apprendre le français à cogner aux portes des organismes à Gatineau, où ils ne peuvent obtenir les services (Veronis, 2013). En outre, plusieurs immigrants choisissent Ottawa pour son caractère bilingue et aussi pour la possibilité de travailler au gouvernement fédéral ou d'autres types d'entreprises à savoir élevé.

Or, en réalité, l'anglais domine ce qui constitue un obstacle majeur pour les immigrants francophones ayant choisi de s'établir à Ottawa en raison de sa réputation de ville bilingue (Ville d'Ottawa, 2016). « Alors que la ville transfrontalière présente un certain degré d'hybridité culturelle (par exemple un taux élevé de bilinguisme, présence de minorités importantes de langue officielle), les structures nationales et provinciales qui réglementent la formation linguistique des nouveaux arrivants ne reflètent pas la nature bilingue et multiculturelle locale d'Ottawa-Gatineau. Ils reproduisent plutôt les deux



idéaux de citoyenneté canadienne qui dominent au centre » (traduction libre, Veronis, 2013, p. 266).

Bref, il y a plusieurs enjeux : « l'offre limitée de services en français à Ottawa, la prédominance de l'anglais sur le marché du travail en Ontario et dans les médias de masse, et l'ambivalence de certains éléments de la communauté francophone traditionnelle quant à l'accueil de nouveaux immigrants (Andrew et Burstein, 2007) » (Ville d'Ottawa, 2016a, p.8).

4.5 Reconnaissance des titres

Finalement, mentionnons comme dernier enjeu que la reconnaissance des titres de compétences étrangers n'est pas le même sur le territoire transfrontalier, car chaque province a ses critères de reconnaissance, ses exigences d'équivalence, ses règlements pour les métiers spécialisés et son processus d'accréditation. En outre, souligne la Ville de Gatineau, plusieurs étudiants immigrants qui résident en Outaouais choisissent d'étudier à Ottawa.

Pour Veronis (2013, p. 268), l'ensemble de ces enjeux sont problématiques sur le territoire transfrontalier : « la frontière empêche l'élaboration d'une vision locale intégrée, d'un processus de planification et d'une politique d'immigration et de diversité culturelle dans la région de la capitale nationale ».

5. Des initiatives pour accentuer les collaborations et améliorer les services de part et d'autre de la frontière

Les villes de Gatineau et d'Ottawa en partenariat avec l'ensemble des organisations de part et d'autre de la frontière ont amorcé des démarches pour accentuer les collaborations et améliorer les services. Par exemple, l'une des stratégies identifiées par la Ville de Gatineau dans son plan d'action lié à sa politique en matière de diversité culturelle est de former avec les acteurs du milieu, un écosystème cohésif, efficace et efficient en se dotant de moyens de concertation, de collaboration et de complémentarité sur le territoire gatinois, mais également dans le contexte transfrontalier (Ville de Gatineau, 2015). La création d'initiatives conjointes avec Ottawa avec une collaboration accrue entre les organismes des deux villes est une démarche identifiée pour améliorer l'accès aux services pour les nouveaux arrivants. À ce titre, la Ville de Gatineau souhaite que le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) appuie, dans le cadre de leur entente, une démarche qui vise à explorer « les possibilités d'une



collaboration gagnante avec Ottawa pour favoriser l'attraction, l'intégration et la rétention des immigrants dans la région de la capitale nationale et que le MIDI appuie cette démarche » (Mémoire de la Ville de Gatineau, 2015, p.17).

Dans la même veine, la ville d'Ottawa a également adopté une stratégie en matière d'immigration qui vise à attirer les nouveaux arrivants et à faciliter leur installation et leur intégration au marché du travail. Le document intitulé *Stratégie de la Ville d'Ottawa en matière d'immigration 2016-2018* souligne l'importance de la collaboration avec la ville de Gatineau, notamment en ce qui a trait à l'accueil de l'immigration francophone (Ville d'Ottawa, 2016).

Peu à peu, des collaborations se mettent en place. Par exemple, les villes d'Ottawa et de Gatineau ont organisé conjointement une Journée de découverte en 2015 afin que les diverses organisations qui offrent des services aux immigrants apprennent à se connaître et développent des collaborations (Ville de Gatineau, 2015; Ville d'Ottawa, 2016). Un total de 90 représentants de 36 organismes fournisseurs de services a participé à cette journée d'échange. « Une collaboration éventuelle entre les organismes d'Ottawa et de Gatineau pourrait optimiser la qualité des services d'accueil et d'intégration offerts dans la région de Gatineau-Ottawa » (Ville de Gatineau, 2015).

6. Références

- Association des femmes immigrantes de l'Outaouais (AFIO), Carrefour jeunesse emploi de l'Outaouais (CJEO), Service d'intégration travail Outaouais (SITO) et Table jeunesse Gatineau (TJG) (2007). Mémoire collectif soumis à la Commission de consultation sur les pratiques d'accommodement reliées aux différences culturelles, 38 p.
- Doucet, C. (2014). [Rapport intégrateur sur la mobilité territoriale et internationale en Outaouais](#). Rapport réalisé par Projets Territoires pour la Conférence régionale des élus de l'Outaouais (CRÉO), le ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (MICC) et la Table jeunesse Outaouais (TJO), 108 p. + annexes.
- Chiasson, G. et J. Koji (2011). Quebec Immigrant Settlement Policy and Municipalities: Fine-tuning a Provincial Template. Dans Immigrant Settlement Policy in Canadian Municipalities, sous la direction de [Erin Tolley](#) et [Robert Young](#), [Urban Studies, Political & International](#), p.148-191
- Dufault, F. P. (2013). [Ottawa séduit plus que Gatineau](#). Le Droit. 30 mai 2013.
- Gagnon, L. (2020). [Immigration](#). Dans État de situation socioéconomique de l'Outaouais. Observatoire du développement de l'Outaouais.
- Gilbert, A. (2009). [La minorité anglophone de Gatineau et la frontière : entre accommodement et résistance](#). Ottawa, CA : Université d'Ottawa.
- [Partenariat local pour l'immigration d'Ottawa](#) – PLIO (2020).
- Simard, M. (1996). La politique québécoise de régionalisation de l'immigration : enjeux et paradoxes. Recherches sociographiques. Numéro spécial sur les Dynamiques territoriales. vol. XXXVII, no 3, Québec : Université Laval, p. 439-469.
- Turcotte, Y. (2010). [L'immigration au Québec : un apport direct à sa prospérité](#). Nos Diverses cités. No. 7, Printemps 2010, p.13 à 18.
- Veronis, L. (2013). The Border and Immigrants in Ottawa-Gatineau: Governance Practices and the (Re)Production of a Dual Canadian Citizenship†. Journal of Borderlands Studies. 28(2), 257-271. doi: 10.1080/08865655.2013.854658
- Ville de Gatineau (2015). Vers une nouvelle politique québécoise en matière d'immigration, de diversité et d'inclusion.
- Ville de Gatineau (2016). Mémoire soumis à la commission des relations avec les citoyens sur le projet de loi no 77. Loi sur l'immigration au Québec.
- Ville de Gatineau (2016). [Stratégie de la ville de Gatineau en matière d'immigration, de diversité culturelle et d'inclusion](#).
- Ville d'Ottawa (2016). [Stratégie de la Ville d'Ottawa en matière d'Immigration 2016-2018](#). (pp. 8-16).
- Ville d'Ottawa (2016). [Immigrants, Optique d'équité et d'inclusion, Portrait](#). Ottawa, CA.



Verreault, B., Fortin, J.-F., & Gaudreault, J.-S. (2020). Tableau statistique canadien. (Vol. 18) :
Direction des statistiques économiques (ISQ).